DISCOURS DE S.E. HON GRACE DATIRO, SOUS-MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET COOPERATION INTERNATIONALE – RÉPUBLIQUE DU SUD-SOUDAN LORS DE LA 11EME ASSEMBLEE DES ETATS PARTIES DE LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION DES MINES ANTI-PERSONNEL, CAMBODGE

Distingué Président, Honorable Secrétaire executif de la 11AEP Distingués invités, Mesdames et Messieurs,

Je vous adresse mes meilleurs vœux depuis la nation la plus jeune du monde, le Sud-Soudan. Laissez-moi débuter aujourd'hui mes remarques en remerciant sincèrement les personnes qui ont soutenu les habitants du Sud-Soudan durant leur années de défense, ainsi que vous en tant qu'États-membres de cette Convention, de permettre à mon pays de participer à cette Assemblée en tant que membre à part entière.

Il s'est passé plus de quatre mois depuis que la déclaration de notre indépendance du 9 juillet 2011, dans laquelle mon pays a promis au monde qu'il allait respecter tous les principes de la loi internationale en jouant un rôle actif dans la paix du monde et la sécurité. Ceci est une promesse que nous prenons sérieusement. Je pense que beaucoup d'entre vous aujourd'hui savent que mon pays a adhéré à la Convention sur l'interdiction des mines le 11 novembre 2011.

Ayant constaté la dévastation incluant les blessures graves et les dommages environnementaux, dûs aux mines terrestres durant les vingt-et-un ans de combat pour la liberté, le mouvement/armée de la libération du peuple du Soudan interdit l'utilisation des mines terrestres dans toutes les opérations de combat. Nous avons défendu la cause du traité avant de devenir un Etat.

Monsieur, Madame le/la Président(e), Distingués invités, Mesdames et Messieurs,

Rapport sur l'Article 4 – République du Soudan

Comme demandé dans l'Article 4 concernant le rapport sur la destruction des stocks, la République du Soudan a soumis un rapport le 1^{er} octobre 2004 et également le 19 avril 2009 pour annoncer qu'il avait détruit tous les stocks de mines, en ayant détruit 10,566 mines antipersonnel.

La République du Soudan ne possède pas de stocks de mines anti-personnel mais elle a découvert quelques stocks dans les anciens camps des forces armées du Soudan (SAF) libérés après la secession.

L'autorité de lutte anti-mines du Sud-Soudan coordonne ces stocks de destruction, qui seront pris en charge dans la saison sèche de 2012 en raison de la nature problématique des routes dans les sites concernés.

Concernant les zones actuellement affectées par les mines terrestres et anti-personnel, il y a environ 814 endroits dangereux connus dont beaucoup d'entre eux sont suspectés contenir des mines terrestres anti-personnel (APL). Le nombre de zones dangereuses augmente de manière constante car les études continuent dans des zones précédemment non accessibles.

Ces 814 endroits affectés:

306 villages dans 10 Etats (Etat d'Equatoria central a le plus haut niveau de contamination suivi par l'Equatoria oriental, Jonglei, Equatoria de l'ouest et le Nil suppérieur).

63 sur 79 pays du Sud-Soudan sont affectés.

Depuis la signature de l'accord de paix (CPA), mon pays avec l'assistance des Nations Unies et ses partenaires, a déminé 25,487 APL, 4,273 mines anti-tank (ATM) et 822,149 munitions non explosées (UXO) dans 5,344 zones dangereuses.

En 2010, 1,230 zones dangereuses étaient rendues à la population après déminage de 6,896 APL, 666 ATM et 55,587 UXO.

Depuis le début de la mise à jour de cette année, 556 zones dangereuses ont été déminées et l'objectif était de nettoyer 515 zones dangereuses avant la fin de cette année, donc nous avons dépassé l'objectif. Ces déminages se chiffrent à 3112 APM, 670 AT et 56,690 UXO.

L'objectif 2012 est de nettoyer 175 zones dangereuses incluant 44 champs de mines.

En 2011 la République du Soudan a eu 108 victimes (morts et blessés) dans 28 accidents dont 73 blessés (morts et blessés) il y avait 11 accidents de ATM.

CPA PERIODE, REALISATION DES OBJECTIFS DE DEMINAGE DANS LE SUD SOUDAN

De janvier 2005 à mai 2011, les différents articles ont été enlevés/détruits dans le Sud-Soudan :

DISPOSITIF	SUD
mines anti-personnel (AP)	25,507
mines anti-tank (AT)	4, 286
munitions non explosées	824,881
munitions pour armes légères	1,994,564
TOTAL	2,849,238

Zone libérées : 1,066m2

Communauté couverte: 479

Routes ouvertes : plus de 18,000 km de routes ont été ouverts

Bénéficiaires MRE : plus de 1.3 million de personnes ont reçu l'éducation au danger des mines

Bénéficiaires assistance aux victimes :

plus de 2,886 survivants d'accidents aux mines et personnes handicapées ont reçu des interventions d'assistance aux victimes, leur permettant ainsi qu'à leur famille de reconstruire leurs vies.

Les mesures nationales de mise en œuvre référées à l'Article 9 de la Convention :

Mon pays hérité de la Législation Nationale sur le AP MBT, comme nous l'avons clarifié sur le document de succession délivré aux Nations Unies le 11 novembre 2011.

A ce jour, la République du Sud-Soudan est consciente, comme je l'ai mentionné plus haut, du nombre de mines anti-personnel trouvés qui sont sous sa juridiction, dans les anciens camps des forces armées du Soudan.

Monsieur, Madame le/la Président(e), Distingués invités, Mesdames et Messieurs

Mon pays n'a pas transféré des mines terrestres et ne détient pas de mines anti-personnel (APM) pour les formations ou les tests et nous n'avons pas d'installations pour produire des APM.

Le status des programmes pour la destruction des APM conformément aux articles 4 et 5, inclut les détails des méthodes qui seront utilisées pour la destruction, le lieu de tous les sites de destruction ainsi que les standards de sécurité applicables et environnementaux étudiés sont en place.

Une fois de plus, je tiens à vous assurer que le nombre restreint de APM découvertes après la secession sera détruit. Ceci sera coordonné par l'autorité de lutte anti-mines du Sud-Soudan et sera pris en charge par les partenaires de mise en œuvre de l'armée du Sud-Soudan (SPLA) dans les locations causées par les explosions.

La République du Sud-Soudan avec la coopération de UNMACC et autres partenaires ont pris en charge l'éducation au danger des mines (MRE) largement dans le pays et lorsqu'il était possible, ont délimité les zones dangereuses. Le MRE est plannifié a être effectué pour plus de 150,000 personnes incluant 55,000 IDP's et rapatriés en 2012. Cependant, le Sud-Soudan compte sur plus de partenaires, donneurs et partisans, pour supporter ce programme, car toute seule, ceci n'est pas possible pour une si jeune nation.

Merci à tous.